



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA REUNION

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ

ET DE LA LÉGALITÉ

BUREAU DE LA MIGRATION ET
DE L'INTÉGRATION

Saint-Denis, le 14 DEC 2018

2574

ARRETE N° /2018

PORTANT CRÉATION D'UNE ZONE D'ATTENTE TEMPORAIRE
SUR LA COMMUNE DE SAINT-DENIS

LE PREFET DE LA REUNION
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre nationale du Mérite

VU le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment ses articles L. 221-1 et suivants et R. 221-1 et suivants relatifs à la zone d'attente des gares, ports et aéroports,

VU la note des autorités françaises du 15 octobre 2015 adressée au Secrétariat Général du Conseil de l'Union Européenne informant du rétablissement des contrôles aux frontières intérieures avec la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne, la Confédération suisse, l'Italie et l'Espagne du 13 novembre au 13 décembre 2015, en application de la procédure prévue à l'article 24 du Code frontières Schengen.

VU le décret du 29 juin 2017 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion ;

VU l'arrêté n°1627 du 31 août 2018 portant délégation de signature à M. Frédéric JORAM, Secrétaire général de la préfecture de la Réunion et à ses collaborateurs en cas d'absence et d'empêchement de celui-ci ;

Sur proposition du secrétaire général,

ARRÊTE

Article 1 : Une zone d'attente temporaire est créée sur l'emprise de l'établissement hôtelier Hôtel SELECT, sis 1 bis rue des lataniers 97400 Saint Denis,

Article 2 : Elle comprend :

- dix sept chambres de l'établissement désigné ci-dessus par voie de réquisition,

-Les Lieux où l'étranger devra se rendre dans le cadre de la procédure de maintien et en cas de nécessité médicale : le CHU de Saint-Denis.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture,

Mme la directrice départementale de la police aux frontières

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint Denis, le 14 DEC 2018

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Frédéric JORAM